La revue financière

Publication du ministère des Finances

Faits saillants

Janvier 2007 : Excédent budgétaire de 2,3 milliards de dollars

Un excédent budgétaire de 2,3 milliards de dollars a été dégagé en janvier 2007, soit 0,7 milliard de plus que l'excédent de 1,5 milliard enregistré en janvier 2006. Les revenus budgétaires ont augmenté de 0,8 milliard (3,9 %) en raison de la forte croissance des rentrées d'impôt sur le revenu des sociétés et de ceux au titre de la retenue d'impôt des non-résidents, que la baisse d'autres revenus a tempérée. Les charges de programmes ont baissé de 0,1 milliard (0,3 %), en raison de la baisse des charges de fonctionnement des ministères. Les frais de la dette publique ont augmenté de 0,2 milliard.

D'avril 2006 à janvier 2007 : Excédent budgétaire de 9,5 milliards de dollars

L'excédent budgétaire estimatif au cours des dix premiers mois de l'exercice 2006-2007 s'élève à 9,5 milliards de dollars, en hausse par rapport à celui de 9,0 milliards dégagé durant la même période de l'exercice précédent. Les revenus budgétaires ont progressé de 8,6 milliards de dollars (4,8 %), ce qui tient à une forte croissance des revenus tirés de l'impôt sur le revenu, contrebalancée en partie par une baisse des revenus provenant des taxes d'accise et des cotisations d'assurance-emploi. Les charges de programmes ont augmenté de 7,8 milliards (5,5 %) en raison d'une hausse des transferts et des autres charges de programmes. Les frais de la dette publique ont progressé de 0,3 milliard.

Janvier 2007

Un excédent budgétaire de 2,3 milliards de dollars a été enregistré en janvier 2007, en hausse par rapport à l'excédent de 1,5 milliard de janvier 2006.

Les revenus budgétaires ont augmenté de 0,8 milliard de dollars (3,9 %) pour s'établir à 22,2 milliards.

- Les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers ont baissé de 0,2 milliard de dollars (2,3 %), notamment en raison de l'inclusion du coût mensuel de la mesure de fractionnement du revenu de pension instaurée dans le cadre du Plan d'équité fiscale du 31 octobre 2006, mesure qui se rapporte à l'année d'imposition 2007.
- Les rentrées d'impôt des sociétés ont progressé de 0,3 milliard de dollars (12,0 %). Ces dernières peuvent varier d'un mois à l'autre, car des montants importants au titre des remboursements ou des règlements de fin d'exercice peuvent être consignés au cours de n'importe quel mois donné. De plus, les cotisations ou nouvelles cotisations, qui peuvent se rapporter à des activités survenues pendant les années antérieures, influeront parfois sur les résultats d'un mois donné.
- Les autres rentrées d'impôt sur le revenu – les retenues au titre de l'impôt des non-résidents – ont augmenté de 0,1 milliard de dollars (18,1 %) en raison de la vigueur soutenue du secteur des sociétés. Ces rentrées peuvent aussi être volatiles d'un mois à l'autre puisque le calendrier de paiement des dividendes des sociétés, dont la perception de l'impôt retenu sur ces montants, peut fluctuer d'année en année.
- Les taxes et droits d'accise ont progressé de 0,5 milliard de dollars. Une hausse de 0,5 milliard des revenus découlant du droit ponctuel sur le remboursement des droits en dépôt aux termes de l'Accord sur le bois

d'œuvre résineux Canada-États-Unis a plus que compensé la baisse des rentrées au titre de la taxe sur les produits et services (TPS) attribuable à la réduction, de 1 point de pourcentage, du taux de la TPS le 1er juillet 2006.

- Les cotisations d'assurance-emploi perçues ont augmenté de 12,9 % en raison de la progression de l'emploi et des traitements et salaires, qui a plus que compensé la réduction du taux de cotisation, qui est passé de 1,87 $ à 1,80 $ par tranche de 100 $ de gains assurables le 1er janvier 2007.
- Les autres revenus, qui comprennent les bénéfices nets des sociétés d'État entreprises, les revenus des sociétés d'État consolidées, le produit de la vente de biens et de services, le rendement des investissements, les revenus sur opérations de change et les revenus divers, ont diminué de 0,1 milliard (3,2 %).

Les charges de programmes se sont élevées à 17,1 milliards de dollars en janvier 2007, en baisse de 0,1 milliard (0,3 %) par rapport à janvier 2006, ce qui tient à la réduction des charges de fonctionnement des ministères et organismes, partiellement compensée par une hausse des paiements de transfert.

Les paiements de transfert ont augmenté de 0,6 milliard de dollars (5,2 %).

- Les transferts aux particuliers, qui comprennent les prestations aux aînés, les prestations d'assurance-emploi et les prestations pour enfants, ont progressé de 0,4 milliard de dollars (7,6 %). Les prestations aux aînés ont augmenté de 4,0 %. Les prestations d'assurance-emploi ont augmenté de 3,4 % en raison d'une hausse des prestations régulières. Les prestations pour enfants comprennent la Prestation fiscale canadienne pour enfants et la nouvelle Prestation universelle pour la garde d'enfants (PUGE), dont le service a commencé le 1er juillet 2006; elles ont connu une hausse de 0,2 milliard en raison des transferts dans le cadre du nouveau programme de la PUGE.
- Les transferts aux autres administrations, c'est-à-dire les transferts pour la santé et les autres programmes sociaux (le Transfert canadien en matière de santé et le Transfert canadien en matière de programmes sociaux), les transferts fiscaux, les transferts aux provinces au nom des villes et des collectivités du Canada, les transferts au titre de l'apprentissage et de la garde des jeunes enfants, ainsi que les paiements de remplacement pour les programmes permanents, ont augmenté de 0,2 milliard de dollars (7,0 %).
- Les subventions et autres transferts ont diminué de 0,6 %. N'eut été le transfert de 0,5 milliard de dollars lié à l'Accord sur le bois d'œuvre résineux, les subventions et autres transferts auraient chuté de quelque 17 %.

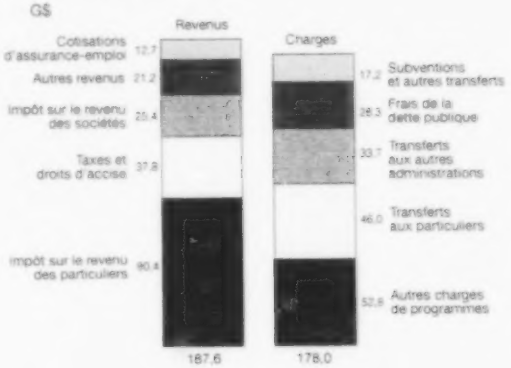
Les autres charges de programmes se composent des transferts aux sociétés d'État et des charges de fonctionnement des ministères et organismes, notamment la Défense nationale, de même que de l'évaluation permanente des obligations de l'État. Ces charges ont baissé de 0,6 milliard (10,1 %) sous l'effet de réductions dans un certain nombre de ministères.

Les frais de la dette publique ont augmenté de 0,2 milliard de dollars à cause de la hausse du taux d'intérêt effectif moyen sur l'encours de la dette portant intérêt.

D'avril 2006 à janvier 2007

L'excédent budgétaire au cours des dix premiers mois de l'exercice 2006-2007 s'élève à 9,5 milliards de dollars, soit 0,5 milliard de plus que celui de 9,0 milliards dégagé durant la même période de l'exercice 2005-2006.

Revenus et charges
(d'avril 2006 à janvier 2007)



Les revenus budgétaires ont progressé de 8,6 milliards de dollars (4,8 %) pour atteindre 187,6 milliards.

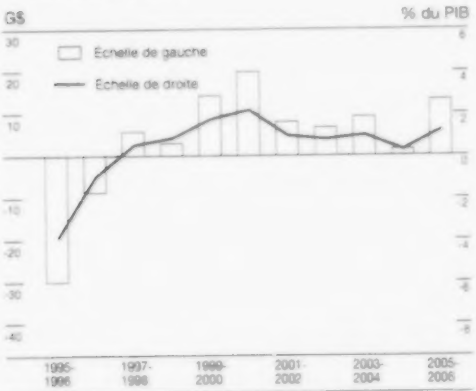
- Les rentrées d'impôt sur le revenu des particuliers ont augmenté de 6,6 milliards de dollars (7,8 %) sous l'effet de l'interaction entre la forte hausse de l'emploi, des traitements et des salaires ainsi que de la progressivité du régime d'impôt sur le revenu des particuliers.
- Les rentrées d'impôt des sociétés ont progressé de 2,8 milliards de dollars (12,4 %) en raison de la hausse soutenue des bénéfices en 2005 et en 2006, surtout dans le secteur de l'énergie.
- Les autres revenus provenant de l'impôt sur le revenu ont grimpé de 0,8 milliard de dollars (19,7 %) sous l'effet d'un paiement ponctuel en novembre 2006 relativement à la disposition d'actifs canadiens par une société non résidente.
- Les revenus tirés des taxes et droits d'accise ont fléchi de 1,8 milliard de dollars (4,5 %) en raison essentiellement de la baisse de 2,5 milliards des rentrées de la TPS par suite de la réduction du taux de cette dernière à compter du 1er juillet 2006. Ce recul a été partiellement compensé par des rentrées ponctuelles de 0,5 milliard au titre du droit sur le remboursement des droits en dépôt aux termes de l'Accord sur le bois d'œuvre résineux Canada-États-Unis, qui ont fait augmenter les revenus au titre des taxes de vente et d'accise de 0,5 milliard (6,5 %). Les droits de douane à l'importation ont augmenté de 0,1 milliard (4,3 %), et il y a eu augmentation de 16 millions de dollars pour les revenus perçus au titre du droit pour la sécurité des passagers du transport aérien.
- Les cotisations d'assurance-emploi ont diminué de 4,8 %, en raison de la réduction du taux de cotisation en 2006 et en 2007, et du transfert à la province de Québec, le 1er janvier 2006, du service des prestations parentales et de maternité dans cette province, ainsi que des cotisations qui s'y rattachent.
- Les autres revenus ont augmenté de 0,9 milliard de dollars (6,0 %).

Les charges de programmes engagées d'avril 2006 à janvier 2007 se sont établies à 149,7 milliards de dollars, soit 7,8 milliards (5,5 %) de plus que durant la même période en 2005-2006; cette hausse est attribuable à l'augmentation à la fois des transferts et des coûts de fonctionnement des ministères et organismes, dont la Défense nationale. Les frais de la dette publique ont progressé de 0,3 milliard.

Les paiements de transfert, qui représentent environ les deux tiers des charges de programmes totales, ont augmenté de 5,2 milliards de dollars (5,6 %).

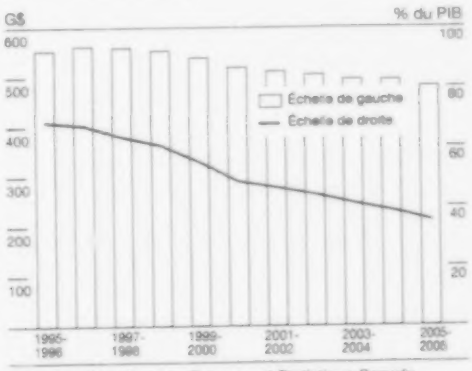
- Les transferts aux particuliers ont augmenté de 5,5 %. Les prestations aux aînés se sont accrues de 4,8 %, tandis que les prestations d'assurance-emploi ont reculé de 2,8 %. La baisse des prestations d'assurance-emploi d'une année sur l'autre s'explique principalement par la diminution des prestations parentales et de maternité, par suite du transfert à la province

Solde budgétaire



Sources : Ministère des Finances et Statistique Canada

Dette fédérale (déficit accumulé)



Sources : Ministère des Finances et Statistique Canada

de Québec du service de prestations parentales et de maternité dans cette province et des cotisations qui s'y rattachent à compter du 1er janvier 2006. Enfin, les prestations pour enfants ont augmenté de 20,6 % en raison des transferts au titre de la nouvelle PUGE, dont le versement a débuté le 1er juillet 2006.

- Les transferts aux autres administrations ont augmenté de 2,3 milliards de dollars (7,3 %), surtout en raison de l'effet de l'accord de 2004 sur les soins de santé et d'un transfert de 650 millions de dollars aux provinces et aux territoires en juillet 2006 au titre de l'apprentissage et de la garde des jeunes enfants.
- Les subventions et autres transferts ont progressé de 0,5 milliard de dollars (2,9 %) en raison de la hausse de l'aide aux agriculteurs et des transferts liés à l'Accord sur le bois d'œuvre résineux.

Les autres charges de programmes ont augmenté de 2,6 milliards de dollars (5,2 %) à cause de la hausse des coûts de fonctionnement des ministères et organismes ainsi que d'une majoration ponctuelle des obligations estimatives de l'État au titre des régimes de retraite en septembre 2006.

Les frais de la dette publique ont augmenté de 1,2 %, principalement à cause de la hausse du taux d'intérêt effectif moyen sur l'encours de la dette portant intérêt.

Ressources financières de 6,3 milliards de dollars d'avril 2006 à janvier 2007

Le solde budgétaire est présenté selon la comptabilité d'exercice intégrale, les passifs et les actifs du gouvernement étant constatés au moment où ils sont engagés ou acquis, peu importe le moment où surviennent les sorties ou rentrées de fonds correspondantes. Par contre, les ressources ou besoins financiers représentent l'écart entre les encaissements et les décaissements de l'État. Cette mesure tient compte non seulement des variations du solde budgétaire, mais aussi des ressources ou besoins en espèces découlant des placements de l'État par voie d'acquisitions d'immobilisations, de prêts, de placements et d'avances, ainsi que de ses autres activités, en particulier, le paiement des comptes créditeurs, la perception des comptes débiteurs, les opérations de change et l'amortissement des immobilisations corporelles. L'écart entre le solde budgétaire et les ressources ou besoins financiers est constaté dans les opérations non budgétaires.

Les opérations non budgétaires ont donné lieu à des besoins de 3,2 milliards de dollars d'avril 2006 à janvier 2007, par suite des paiements effectués aux provinces et à des organismes internationaux aux termes du projet de loi C-48. Les besoins ont diminué par rapport à ceux de 4,9 milliards pour la même période en 2005-2006. Cette diminution des besoins tient principalement au transfert des actifs du Régime de pensions du Canada détenus par le gouvernement à l'Office d'investissement du régime de pensions du Canada en 2005-2006.

Considérant un excédent budgétaire de 9,5 milliards de dollars et des besoins de 3,2 milliards au titre des opérations non budgétaires, les dix premiers mois de 2006-2007 se sont soldés par des ressources financières nettes de 6,3 milliards de dollars, comparativement à des ressources financières nettes de 4,1 milliards au cours de la même période de l'exercice précédent.

Activités nettes de financement en baisse de 20,7 milliards de dollars

Le gouvernement a utilisé ces ressources financières nettes de 6,3 milliards de dollars et une baisse de 14,4 milliards de ses soldes de trésorerie pour réduire de 20,7 milliards sa dette contractée sur les marchés à la fin du mois de janvier 2007. Cette diminution de la dette contractée sur les marchés est plus importante que celle de 18,5 milliards survenue au cours de la même période l'an dernier, soit 2,2 milliards de plus, en raison du niveau plus élevé des ressources financières pour la période d'avril 2006 à janvier 2007. La réduction a surtout touché les bons du Trésor, les obligations négociables et les emprunts libellés en devises. Le niveau des soldes de trésorerie varie d'un mois à l'autre en fonction de certains facteurs, notamment les échéances périodiques d'importantes émissions de titres d'emprunt, qui peuvent fluctuer sensiblement d'un mois à l'autre. Les soldes de trésorerie à la fin de janvier s'élevaient à 3,6 milliards de dollars.

Tableau 1

État sommaire des opérations

	Janvier		Avril à janvier	
	2006	2007	2005-2006	2006-2007
	(M$)			
Opérations budgétaires				
Revenus	21 399	22 242	178 937	187 557
Charges				
Charges de programmes	-17 185	-17 128	-141 913	-149 711
Frais de la dette publique	-2 676	-2 835	-27 986	-28 312
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	1 538	2 279	9 038	9 534
Opérations non budgétaires	2 126	72	-4 929	-3 188
Ressources ou besoins financiers	3 664	2 351	4 109	6 346
Variation nette dans les activités de financement	-5 390	-2 838	-18 485	-20 725
Variation nette dans l'encaisse	-1 726	-487	-14 376	-14 379
Encaisse à la fin de la période			2 780	3 578

Nota – Les chiffres positifs indiquent des ressources nettes et les chiffres négatifs, des besoins nets.

Tableau 2

Revenus budgétaires

	Janvier			Avril à janvier		
	2005	2006	Variation	2005-2006	2006-2007	Variation
	(M$)		(%)	(M$)		(%)
Revenus fiscaux						
Impôts sur le revenu						
Impôt sur le revenu des particuliers	10 378	10 139	-2,3	83 872	90 435	7,8
Impôt sur le revenu des sociétés	2 599	2 911	12,0	22 573	25 361	12,4
Autres impôts sur le revenu	696	822	18,1	3 910	4 681	19,7
Total des impôts sur le revenu	13 673	13 872	1,5	110 355	120 477	9,2
Taxes et droits d'accise						
Taxe sur les produits et services	3 345	3 174	-5,1	28 502	26 051	-8,6
Droits de douane à l'importation	244	277	13,5	2 836	2 957	4,3
Taxes de vente et d'accise	711	1 326	86,5	7 983	8 505	6,5
Droit pour la sécurité des passagers du transport aérien	22	27	22,7	279	295	5,7
Total des taxes et droits d'accise	4 322	4 804	11,2	39 600	37 808	-4,5
Total des revenus fiscaux	17 995	18 676	3,8	149 955	158 285	5,6
Cotisations d'assurance-emploi	1 677	1 894	12,9	13 381	12 734	-4,8
Autres revenus	1 727	1 672	-3,2	15 601	16 538	6,0
Total des revenus budgétaires	21 399	22 242	3,9	178 937	187 557	4,8

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 3

Charges budgétaires

	Janvier			Avril à janvier		
	2006	2007	Variation	2005-2006	2006-2007	Variation
	(M$)		(%)	(M$)		(%)
Paiements de transfert						
Particuliers						
Prestations aux aînés	2 491	2 590	4,0	24 184	25 335	4,8
Prestations d'assurance-emploi	1 570	1 623	3,4	11 714	11 388	-2,8
Prestations pour enfants	781	999	27,9	7 711	9 303	20,6
Total	4 842	5 212	7,6	43 609	46 026	5,5
Autres administrations						
Aide au titre de la santé et d'autres programmes sociaux						
Transfert canadien en matière de santé	1 583	1 678	6,0	15 833	16 783	6,0
Transfert canadien en matière de programmes sociaux	685	708	3,4	6 854	7 083	3,3
Total	2 268	2 386	5,2	22 687	23 866	5,2
Transferts fiscaux	1 061	1 139	7,4	10 597	11 123	5,0
Villes et collectivités du Canada	14	0	-100,0	575	548	-4,7
Apprentissage et garde des jeunes enfants	0	0	s.o.	0	650	s.o.
Paiements de remplacement pour les programmes permanents	-261	-227	-13,0	-2 461	-2 508	1,9
Total	3 082	3 298	7,0	31 398	33 679	7,3
Subventions et autres transferts						
Agriculture et Agroalimentaire	871	556	-36,2	1 931	2 257	16,9
Affaires étrangères et Commerce international	333	834	150,5	1 937	2 410	24,4
Santé	207	231	11,6	1 527	1 603	5,0
Ressources humaines et Développement social	463	197	-57,5	1 608	1 383	-14,0
Affaires indiennes et du Nord	367	376	2,5	3 986	3 929	-1,4
Industrie	158	147	-7,0	1 610	1 665	3,4
Autres	681	720	5,7	4 123	3 956	-4,1
Total	3 080	3 061	-0,6	16 722	17 203	2,9
Total des paiements de transfert	11 004	11 571	5,2	91 729	96 908	5,6
Autres charges de programmes						
Sociétés d'État						
Société Radio-Canada	50	96	92,0	1 028	1 042	1,4
Société canadienne d'hypothèques et de logement	171	205	19,9	1 707	1 715	0,5
Autres	285	294	3,2	2 761	2 872	4,0
Total	506	595	17,6	5 496	5 629	2,4
Défense	1 569	1 422	-9,4	12 335	13 049	5,8
Tous les autres ministères et organismes	4 106	3 540	-13,8	32 353	34 125	5,5
Total des autres charges de programmes	6 181	5 557	-10,1	50 184	52 803	5,2
Total des charges de programmes	17 185	17 128	-0,3	141 913	149 711	5,5
Frais de la dette publique	2 676	2 835	5,9	27 986	28 312	1,2
Total des charges budgétaires	19 861	19 963	0,5	169 899	178 023	4,8

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 4
Solde budgétaire et ressources ou besoins financiers

	Janvier		Avril à janvier	
	2006	2007	2005-2006	2006-2007
			(M$)	
Solde budgétaire (déficit ou excédent)	1 538	2 279	9 038	9 534
Opérations non budgétaires				
Activités d'investissement en immobilisations	-301	-177	-1 815	-1 749
Autres activités d'investissement	359	-20	-2 028	-974
Comptes de pension et autres comptes	205	-156	-103	3 697
Autres activités				
Créditeurs, débiteurs, charges à payer et provisions	1 339	1 706	-6 129	-6 344
Opérations de change	284	-1 487	2 597	-282
Amortissement des immobilisations corporelles	240	206	2 549	2 464
Total des autres activités	1 863	425	-983	-4 162
Total des opérations non budgétaires	2 126	72	-4 929	-3 188
Ressources ou besoins financiers nets	3 664	2 351	4 109	6 346

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 5
Ressources ou besoins financiers et activités nettes de financement

	Janvier		Avril à janvier	
	2006	2007	2005-2006	2006-2007
			(M$)	
Ressources ou besoins financiers nets	3 664	2 351	4 109	6 346
Augmentation ou diminution nette dans les activités de financement				
Opérations de la dette non échue				
Emprunts en dollars canadiens				
Obligations négociables	221	2 120	-7 771	-2 968
Bons du Trésor	-5 100	-5 700	-5 200	-12 600
Obligations d'épargne du Canada	-103	-74	-1 471	-1 951
Autres	-18	0	-223	-1 160
Total	-5 000	-3 654	-14 665	-18 679
Emprunts en devises	-428	507	-3 559	-3 431
Total	-5 428	-3 147	-18 224	-22 110
Réévaluation de swaps de devises	0	96	-70	1 431
Escomptes non amortis des émissions obligataires	43	219	-252	29
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	-5	-6	61	-75
Variation nette dans les activités de financement	-5 390	-2 838	-18 485	-20 725
Variation dans l'encaisse	-1 726	-487	-14 376	-14 379

Nota – Les chiffres ayant été arrondis, leur somme peut ne pas correspondre au total indiqué.

Tableau 6

État condensé de l'actif et du passif

	31 mars 2006	31 janvier 2007	Variation
		(M$)	
Passif			
Créditeurs, charges à payer et provisions	101 432	94 860	-6 572
Dette portant intérêt			
Dette non échue			
Payable en dollars canadiens			
Obligations négociables	261 134	258 166	-2 968
Bons du Trésor	131 597	118 997	-12 600
Obligations d'épargne du Canada	17 342	15 391	-1 951
Autres	3 102	1 942	-1 160
Total partiel	413 175	394 496	-18 679
Payable en devises	14 085	10 654	-3 431
Compte de réévaluation de swaps de devises	-2 258	-827	1 431
Escomptes et primes non amortis sur la dette contractée sur les marchés	-6 780	-6 751	29
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	2 927	2 852	-75
Total de la dette non échue	421 149	400 424	-20 725
Comptes de pension et autres comptes			
Régimes de retraite du secteur public	131 062	133 986	2 924
Autres avantages futurs des employés et anciens combattants	43 369	44 719	1 350
Autres comptes de pension et autres comptes	5 493	4 916	-577
Total des comptes de pension et autres comptes	179 924	183 621	3 697
Total de la dette portant intérêt	601 073	584 045	-17 028
Total du passif	702 505	678 905	-23 600
Actifs financiers			
Encaisse et débiteurs	82 843	68 236	-14 607
Comptes d'opérations de change	40 827	41 109	282
Prêts, placements et avances (nets des provisions)	41 889	42 863	974
Total des actifs financiers	165 559	152 208	-13 351
Dette nette	536 946	526 697	-10 249
Actifs non financiers	55 447	54 732	-715
Dette fédérale (déficit accumulé)	481 499	471 965	-9 534

Pour toute demande dexemplaire s supplémentaires ou d'abonnement, s'adresser au Centre de distribution au 613-995-2855.
Pour tout autre renseignement concernant la publication, communiquer avec Chris Forbes au 613-995-6391.
Cette publication (ainsi que les dates provisoires de parution des numéros ultérieurs) se trouve également à l'adresse Internet suivante : www.fin.gc.ca.
This publication is also available in English.
Mars 2007